



Assemblée générale

Distr. générale
19 octobre 2023
Français
Original : anglais

Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive

Quatrième session

New York, 13-17 novembre 2023

Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

Document de référence établi par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques*

I. Introduction

1. Le 22 décembre 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la décision 73/546 relative à la convocation d'une conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, dans laquelle elle a confié au Secrétaire général le soin de convoquer, au plus tard en 2019, une conférence sur cette question. Elle a également prié le Secrétaire général de convoquer des sessions annuelles de la Conférence.

2. Dans une communication électronique datée du 8 juin 2023, le Bureau des affaires de désarmement a transmis à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) une invitation, par laquelle la présidence de la troisième session de la Conférence la conviait à soumettre des documents de travail que la Conférence examinerait à sa quatrième session. Le présent document est soumis comme suite à cette demande.

3. La Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction est un traité international dont l'objet et le but principaux sont d'exclure complètement la possibilité de l'emploi des armes chimiques. À cette fin, elle instaure un régime de vérification mondial visant à surveiller la destruction des stocks d'armes chimiques déclarés et à prévenir la réapparition des armes chimiques, ainsi qu'à surveiller la production, le traitement et la consommation de produits chimiques toxiques à des fins non interdites par la Convention. Elle contient des dispositions relatives à la

* Le présent document a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



coopération internationale pour l'utilisation de la chimie à des fins pacifiques et autorisées, ainsi qu'à l'assistance et à la protection contre l'emploi, ou la menace de l'emploi, d'armes chimiques. La Convention est entrée en vigueur le 29 avril 1997.

4. La Convention porte sur l'interdiction totale des armes chimiques et prévoit l'élimination vérifiée de tous les stocks d'armes chimiques et installations de fabrication d'armes chimiques déclarés. Les États parties à la Convention ont l'interdiction de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir, de stocker ou d'employer des armes chimiques ou d'en transférer à d'autres parties. Ils ont l'obligation de détruire les armes chimiques dont ils sont propriétaires ou détenteurs, ou qu'ils ont abandonnées sur le territoire d'un autre État partie. Ils sont par ailleurs tenus de détruire ou de convertir les installations de fabrication d'armes chimiques dont ils sont propriétaires ou détenteurs.

5. L'élimination totale des armes chimiques repose sur deux conditions, à savoir l'acceptation de la Convention par tous les États et le respect par tous les États parties de leurs obligations.

II. Activités menées par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

6. L'OIAC est une organisation internationale indépendante qui a été créée en 1997, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention. En vertu de la Convention, l'OIAC mène des activités à l'échelle mondiale qui comprennent l'inspection et la vérification de la destruction des armes chimiques existantes, l'inspection de l'industrie chimique, la fourniture d'une assistance et d'une protection à ses États membres en cas d'emploi ou de menace d'emploi d'armes chimiques et la promotion de la coopération internationale pour l'utilisation de la chimie à des fins pacifiques et autorisées.

III. Régime de vérification

A. Généralités

7. La Convention repose sur un régime de vérification solide et très complet. La procédure de vérification est ce qui permet à l'OIAC de s'assurer que les États parties respectent leurs obligations. Elle consiste à : évaluer les déclarations faites régulièrement par les États parties ; inspecter sur place les sites et installations militaires ou industriels déclarés pour vérifier l'exactitude des déclarations ; conduire des inspections par mise en demeure (à la demande des États parties) ; et enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques. Dans le cadre du régime de vérification, l'OIAC a constitué un réseau de laboratoires désignés pour réaliser en toute indépendance des analyses hors site d'échantillons environnementaux et biomédicaux. Ces laboratoires participent aux essais d'aptitude de l'OIAC afin de conserver leur statut de laboratoire désigné, qui garantit qu'ils sont aptes à s'acquitter de leur mission.

8. Dans l'annexe sur les produits chimiques de la Convention, on trouve trois tableaux de produits chimiques qui sont établis selon les critères suivants :

- a) Tableau 1
 - i) Produits chimiques toxiques n'ayant guère ou pas d'utilisation à des fins pacifiques ;
 - ii) Mis au point ou utilisés principalement en tant qu'armes chimiques ;

- b) Tableau 2
 - i) Produits chimiques pouvant être utilisés dans la fabrication d'armes chimiques mais se prêtant à certaines utilisations légitimes ;
 - ii) Non fabriqués en grandes quantités industrielles ;
- c) Tableau 3
 - i) Produits chimiques pouvant être utilisés dans la fabrication d'armes chimiques mais se prêtant à d'importantes utilisations légitimes ;
 - ii) Fabriqués en grandes quantités industrielles ;

Des principes directeurs détaillés offrent la possibilité de compléter les tableaux avec de nouvelles générations de produits chimiques.

B. Démantèlement des armes chimiques

9. La destruction vérifiée des stocks d'armes chimiques déclarés et la destruction ou la conversion des installations de fabrication d'armes chimiques occupent une place centrale dans l'application de la Convention.

10. La Convention énonce les règles relatives à la destruction des armes chimiques, notamment l'obligation de ne pas porter atteinte aux personnes ou à l'environnement. Par conséquent, les États parties détenteurs d'armes chimiques sont tenus d'employer des méthodes et des techniques sûres pour les détruire. L'OIAC surveille et vérifie en permanence la destruction de ces armes.

11. Au 31 août 2023, 100 % (72 304 tonnes) des armes chimiques déclarées par les États parties avaient été détruites. Le 7 juillet 2023, l'OIAC a confirmé que les États-Unis d'Amérique, dernier État partie détenteur déclaré, avaient achevé la destruction de 100 % de leurs stocks d'armes chimiques de catégorie 1¹.

12. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, 97 installations de fabrication d'armes chimiques ont été déclarées par 14 États parties. À la fin de 2022, toutes les installations de fabrication d'armes chimiques déclarées avaient été détruites ou converties à des fins pacifiques. Ainsi, 74 de ces installations avaient été détruites par 13 États parties et 23 avaient été converties à des fins pacifiques par 5 États parties. L'OIAC inspecte régulièrement les anciennes installations de fabrication d'armes chimiques qui continuent de faire l'objet d'une vérification pour s'assurer que la Convention demeure respectée.

13. Les États parties doivent également déclarer et détruire les armes chimiques anciennes ou abandonnées. L'OIAC surveille ces activités de destruction.

14. En août 2023, l'OIAC avait mené 3 455 inspections depuis l'entrée en vigueur de la Convention.

¹ Les États parties sont tenus de déclarer tous leurs stocks d'armes chimiques, lesquelles sont réparties en trois catégories aux fins de leur destruction, à savoir : catégorie 1, armes chimiques fabriquées à l'aide de produits chimiques du tableau 1, ainsi que leurs parties et composants ; catégorie 2, armes chimiques fabriquées à l'aide de tous les autres produits chimiques, ainsi que leurs parties et composants ; catégorie 3, munitions et dispositifs non remplis et matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi d'armes chimiques.

C. Vérification des équipements industriels

15. Les bases du régime de vérification des équipements industriels de l'OIAC sont posées dans l'article VI de la Convention. Les États parties sont tenus d'identifier et de déclarer précisément toutes les activités et installations dans lesquelles les produits chimiques inscrits dans les tableaux sont utilisés afin de garantir que ces produits sont utilisés exclusivement à des fins non interdites par la Convention.

16. Il est interdit aux États parties de faire le commerce des produits chimiques des tableaux 1 et 2 avec les pays qui ne sont pas parties à la Convention. La surveillance du commerce et des transferts internationaux de tous les produits chimiques inscrits dans les tableaux qui sont déclarés par les États parties occupe une place essentielle dans les activités menées par l'OIAC pour prévenir la réapparition des armes chimiques.

17. Les autres installations de fabrication de produits chimiques qui permettent de fabriquer des produits en lien avec les armes chimiques font également l'objet d'une vérification en application de l'article VI.

18. En août 2023, le Secrétariat technique avait mené 4 461 inspections industrielles dans plus de 80 États parties depuis l'entrée en vigueur de la Convention.

D. Inspections par mise en demeure

19. Pour régler une question qui suscite une vive préoccupation quant au respect de la Convention, tout État partie peut demander la conduite d'une inspection à bref délai dans un autre État partie. Cette inspection par mise en demeure peut être effectuée sans que l'État visé ait le droit de la refuser, à moins que le Conseil exécutif de l'OIAC ne se prononce contre la demande à la majorité des trois quarts de ses membres.

20. Aucun État partie n'a encore demandé une inspection par mise en demeure, mais l'OIAC s'entraîne à ce type d'inspection à titre de préparation.

E. Enquêtes sur les allégations d'emploi d'armes chimiques

21. L'emploi d'armes chimiques constitue une violation grave de la Convention et du droit international. Par conséquent, la Convention contient des dispositions qui autorisent l'OIAC à mener des enquêtes sur les allégations d'emploi d'armes chimiques. Dans les cas d'emploi présumé d'armes chimiques par un État non partie à la Convention ou dans un territoire contrôlé par un État non partie à la Convention, une demande d'enquête peut être faite auprès du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques et à toxines, créé par la résolution 42/37 C de l'Assemblée générale. Dans ces cas, l'OIAC peut mettre ses ressources à la disposition du Secrétaire général.

IV. Rôle de la Convention dans la paix et la sécurité régionales

A. Universalité

22. Au 31 août 2023, on comptait quatre États non parties à la Convention, dont un signataire (Israël) et trois non-signataires (République populaire démocratique de Corée, Égypte et Soudan du Sud).

23. L'universalité est le fondement d'une mise en œuvre intégrale et mondiale de la Convention. Seule une adhésion universelle permet de s'assurer que tous les pays sont légalement tenus de respecter l'interdiction des armes chimiques.

24. En conséquence, l'OIAC accorde une importance prioritaire à la réalisation de l'universalité de la Convention et se tient en contact avec les représentants des États non parties à la Convention afin de les sensibiliser à l'importance de l'adhésion et de maintenir avec eux un dialogue constructif à ce sujet.

B. Lutte contre le terrorisme chimique

25. La contribution de l'OIAC à l'action menée au niveau international contre le terrorisme est inscrite dans plusieurs articles de la Convention. Elle est basée sur la décision y relative prise par le Conseil exécutif de l'organisation à sa vingt-septième session, dans laquelle il est dit que l'application pleine et effective de toutes les dispositions de la Convention est en soi une contribution à la lutte mondiale contre le terrorisme (décision EC-XXVII/DEC.5 du 7 décembre 2001, par. 1).

26. Dans sa décision relative à la menace posée par l'emploi d'armes chimiques par des acteurs non étatiques (EC-86/DEC.9 du 13 octobre 2017), le Conseil exécutif a souligné que la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la détention, le stockage, la conservation, le transfert et l'emploi d'armes chimiques par des acteurs non étatiques représentaient une menace fondamentale pour l'objectif et le but de la Convention et pour l'édification d'un monde exempt d'armes chimiques, et que tout acteur qui se livrait ou tentait de se livrer à ces activités devait être amené à répondre de ses actes.

27. Pour lutter contre la menace du terrorisme chimique, le Secrétariat s'emploie à aider les États Membres à appliquer intégralement et effectivement la Convention, tout en veillant à coordonner ses activités de prévention et d'intervention avec les autres parties prenantes du système international.

28. Pour sceller sa participation à la coordination internationale, l'OIAC a signé le Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme. Elle assume également, aux côtés de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et du Bureau des affaires de désarmement, la vice-présidence du Groupe de travail du Pacte mondial sur les nouvelles menaces et la protection des infrastructures critiques, qui est présidé par l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL). Dans ce cadre, elle dirige la mise en œuvre d'un projet intitulé « Ensuring Effective Interagency Interoperability and Coordinated Communication in Case of Chemical and/or Biological Attacks – Phase III » (Assurer l'interopérabilité interorganisations et la coordination des communications en cas d'attaques chimiques ou biologiques – Phase III).

29. Consciente que la Convention et la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité ont des effets complémentaires dans un certain nombre de domaines, notamment la législation interne, la sécurité chimique, les contrôles douaniers et les contrôles aux frontières, l'OIAC coopère depuis longtemps avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et son groupe d'experts. Le Secrétariat a contribué au récent examen approfondi de la résolution 1540 (2004), qui s'est achevé en 2022 par le renouvellement du mandat du Comité. En outre, les experts du Secrétariat participent à certaines activités de renforcement des capacités liées à la résolution et évaluent et répondent aux demandes d'assistance des États parties, qui sont transmises dans le cadre du mécanisme de mise en correspondance du Comité. Le Secrétariat se coordonne avec le Comité et son groupe d'experts ainsi qu'avec l'Unité d'appui à l'application du Bureau des affaires de désarmement pour créer des

synergies à l'appui de la mise en œuvre par les États parties de leurs obligations au titre de la Convention et de la résolution 1540 (2004), respectivement.

C. Renforcement des capacités régionales et assistance et protection

30. Au titre de la Convention, le Secrétariat fournit une assistance technique en menant divers programmes de renforcement des capacités. Ceux-ci visent à faciliter l'élaboration de lois d'application nationales, à renforcer la capacité des États parties à utiliser la chimie à des fins pacifiques et à aider les États parties à se préparer et à faire face aux menaces liées aux produits chimiques toxiques.

31. Le Secrétariat mène des activités d'assistance et de renforcement des capacités conçues sur mesure pour aider les États parties à élaborer et à adopter des lois internes en vue de remplir les obligations que leur fait la Convention. Dans la région du Moyen-Orient, plusieurs États parties ont participé au programme de stages de l'OIAC destiné aux rédacteurs de lois et aux représentants des autorités nationales, l'objectif étant d'élaborer des projets de loi portant sur les mesures initiales prescrites par la Convention. Le Secrétariat a également organisé des ateliers juridiques nationaux comme suite à la demande d'assistance de l'Iraq (2018) et de la République arabe syrienne (2019). Il a organisé des cours généraux sur la Convention, auxquels ont participé 23 représentants du Moyen-Orient depuis 2017² ; des cours sur les obligations de déclaration et d'inspection, auxquels ont participé 21 représentants du Moyen-Orient depuis 2017³ ; et un programme de mentorat et de partenariat, auquel ont participé trois États parties du Moyen-Orient, en tant que mentors et mentorés, depuis 2012⁴.

32. La Convention dispose que l'OIAC promeut l'application de la chimie à des fins pacifiques dans le but de favoriser le développement économique et technologique. Les programmes et activités de l'OIAC sont axés sur la gestion intégrée des produits chimiques, le perfectionnement des capacités d'analyse en vue de l'analyse des substances visées dans la Convention et le renforcement et l'échange des connaissances sur les produits chimiques. De 2017 à 2022, 276 représentants des États parties et des États non parties à la Convention suivants du Moyen-Orient ont participé aux ateliers régionaux et sous-régionaux : Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne et Yémen.

33. Le Secrétariat mène des activités de renforcement des capacités pour aider les États parties à se préparer et à faire face à l'emploi d'armes chimiques. Il s'agit notamment des activités suivantes : formations organisées aux niveaux international et régional ; formation spécialisée sur des sujets comme l'échantillonnage et l'analyse, les techniques d'analyse en laboratoire, le traitement médical, le traitement préhospitalier et la préparation des hôpitaux ; et cours destinés aux premiers intervenants. En 2015, le Secrétariat a mis en place un programme de perfectionnement à l'intention des États parties du Moyen-Orient en vue de renforcer les capacités régionales de faire face à l'utilisation d'agents de guerre chimiques et de produits chimiques toxiques. Plus de 220 premiers intervenants et experts d'institutions nationales appelés à intervenir en cas d'urgence chimique ont participé à cette formation spécialisée depuis 2015.

² Arabie saoudite (1), Bahreïn (1), Émirats arabes unis (1), Iran (République islamique d') (1), Iraq (3), Jordanie (4), Oman (2), Qatar (3), République arabe syrienne (1) et Türkiye (6).

³ Arabie saoudite (2), État de Palestine (2), Iran (République islamique d') (9), Iraq (2), Qatar (4) et Türkiye (2).

⁴ Iran (République islamique d') (2015), République arabe syrienne (2015) et Yémen (2013).

34. L'évolution de la situation sur le plan de la sécurité, notamment la menace croissante de l'emploi d'armes chimiques par des acteurs non étatiques, a révélé l'importance des programmes d'assistance et de protection et l'intérêt des États parties pour ces programmes. En conséquence, les États parties sont autorisés à élaborer des programmes nationaux de protection contre les armes chimiques, et la Convention garantit qu'ils peuvent recevoir une assistance, s'ils en ont besoin, pour renforcer leurs capacités nationales de réaction à l'emploi d'armes chimiques. L'OIAC propose des programmes spécifiques dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les systèmes de détection et d'alarme, les équipements de protection et de décontamination, la formation à l'assistance médicale et au traitement, ainsi que des conseils sur les mesures de protection.

35. En mai 2023, l'OIAC a inauguré son nouveau Centre pour la chimie et la technologie. Cette installation, qui a remplacé le laboratoire et le magasin de matériel de l'OIAC, améliorera considérablement ses capacités opérationnelles et de renforcement des capacités. Il s'agit d'un outil supplémentaire permettant d'intégrer les différentes tâches de l'Organisation et d'accroître les synergies en matière de diffusion des connaissances, de coopération scientifique et technique et de renforcement des capacités. Le Centre a été entièrement financé par des contributions volontaires des États Membres, de l'Union européenne et d'autres donateurs.

D. Activités régionales

République arabe syrienne

Destruction des armes chimiques

36. Le 14 septembre 2013, la République arabe syrienne est devenue partie à la Convention. La Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne a été créée le 16 octobre 2013 pour superviser l'élimination des armes chimiques en République arabe syrienne. Plus de 1 300 tonnes d'agents chimiques déclarés ont été enlevées et détruites dans le cadre de l'opération. La destruction complète des armes chimiques déclarées par la République arabe syrienne a été confirmée par le Secrétariat le 6 janvier 2016.

Équipe d'évaluation des déclarations

37. En avril 2014, le Directeur général de l'OIAC a créé l'Équipe d'évaluation des déclarations, qu'il a chargée d'engager des consultations avec l'autorité nationale syrienne sur toutes les lacunes, anomalies et incohérences relevées dans la déclaration initiale et les autres informations présentées par la République arabe syrienne au titre de l'article III. L'Équipe a pour fonction de veiller à ce que la République arabe syrienne satisfasse à toutes les obligations de déclaration qui sont énoncées dans la Convention ou qui découlent de décisions des organes directeurs de l'OIAC ou de résolutions du Conseil de sécurité.

38. Depuis avril 2014, l'Équipe d'évaluation des déclarations mène des consultations avec les autorités syriennes. À ce jour, 24 séries de consultations ont été menées, sous la forme de réunions techniques, d'entretiens avec des personnes participant au programme d'armes chimiques, de visites effectuées sur des sites liés aux armes chimiques en vue notamment de prélever et d'analyser des échantillons, et du recueil, de l'examen, de l'évaluation et de l'analyse de documents et d'informations.

39. À la suite des travaux de l'Équipe d'évaluation des déclarations, la République arabe syrienne a présenté 17 modifications de sa déclaration initiale, déclarant ainsi des éléments de son programme d'armes chimiques qui n'avaient pas été déclarés auparavant. L'Équipe a soulevé et signalé 24 questions en suspens. Parmi celles-ci, 4 ont été clôturées et 20 restent à régler. Depuis avril 2021, les efforts faits par le Secrétariat pour organiser la prochaine série de consultations entre l'Équipe et la République arabe syrienne sont restés vains, le pays refusant d'accorder des visas d'entrée à tous les membres de l'Équipe, ce qui n'est pas conforme aux obligations qui incombent à la République arabe syrienne au titre de la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité. Étant donné ces obstacles à la tenue de la vingt-cinquième série de consultations, le Secrétariat a déployé en République arabe syrienne une équipe réduite composée de plusieurs membres de l'Équipe d'évaluation des déclarations afin de mener des activités limitées dans le pays en janvier et en avril 2023. Les activités limitées dans le pays ne peuvent pas comprendre de réunions techniques entre l'Équipe et l'autorité nationale syrienne. En attendant la délivrance de visas à tous les membres de l'Équipe, le Secrétariat continuera de dialoguer avec l'autorité nationale syrienne sur les 20 questions en suspens, principalement par des échanges de correspondance, et poursuivra les activités limitées dans le pays.

Mission d'établissement des faits

40. Comme suite à des allégations persistantes d'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne, la mission d'établissement des faits de l'OIAC a été mise sur pied en avril 2014 pour enquêter sur les allégations concernant l'utilisation de produits chimiques toxiques à des fins hostiles dans ce pays.

41. Dans le cadre de son mandat, la mission d'établissement des faits s'est rendue sur les sites où des armes chimiques auraient été employées et s'est entretenue avec les témoins, les victimes présumées, les premiers intervenants et les médecins traitants, dans la mesure du possible. Elle a également examiné les documents et rapports pertinents, notamment les dossiers médicaux et les archives hospitalières, et en a obtenu des copies. En outre, des échantillons environnementaux et biomédicaux ont été prélevés et analysés, en toute indépendance, par le réseau de laboratoires désignés de l'OIAC.

42. Depuis sa création, la mission d'établissement des faits a été déployée à 64 occasions⁵ et a publié 20 rapports. Elle a établi 20 cas d'emploi probable ou confirmé d'armes chimiques, dont 14 cas d'utilisation du chlore, 3 cas d'utilisation de la moutarde au soufre et 3 cas d'utilisation du sarin.

Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies

43. La mission d'établissement des faits ayant conclu que le chlore avait bien été utilisé comme arme en République arabe syrienne, le Conseil de sécurité a adopté, en mars 2015, la résolution 2209 (2015), dans laquelle il a condamné toute utilisation comme arme, en République arabe syrienne, de quelque produit chimique toxique que ce soit. C'est en rappelant cette résolution que, le 7 août 2015, le Conseil a adopté la résolution 2235 (2015) portant création du Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU. Le 17 novembre 2016, le Conseil a prorogé le mandat du Mécanisme par sa résolution 2319 (2016). En novembre 2017, il n'a pas renouvelé le mandat du Mécanisme.

⁵ Le nombre total de déploiements, y compris les visites de coordination, les consultations d'experts, etc., s'élevait à 113 à la fin du mois de mai 2023.

44. Le Mécanisme d'enquête conjoint avait pour mandat d'identifier les personnes impliquées dans l'utilisation de produits chimiques comme armes en République arabe syrienne dans les cas où la mission d'établissement des faits avait déterminé que des produits chimiques avaient été utilisés ou avaient probablement été utilisés comme armes. Durant sa période d'activité, le Mécanisme a présenté au Conseil de sécurité sept rapports, dans lesquels il a attribué les responsabilités à la République arabe syrienne dans quatre cas (Khan Cheïkhoun, 4 avril 2017 ; Qaminas et Sarmin, 16 mars 2015 ; Tell Méniss, 21 avril 2014) et à Daech dans deux cas (Oum Hoch, 15 et 16 septembre 2016 ; Marea, 21 août 2015).

Équipe d'enquête et d'identification

45. À sa quatrième session extraordinaire, en juin 2018, la Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction a adopté une décision relative à la lutte contre la menace que constitue l'emploi d'armes chimiques. Elle a décidé notamment que le Secrétariat prendrait les mesures nécessaires pour identifier les auteurs de l'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne (C-SS-4/DEC.3 du 27 juin 2018, par. 10).

46. Pour exécuter ce mandat, l'OIAC a créé l'Équipe d'enquête et d'identification, qui est entrée en activité en juillet 2019. L'Équipe est chargée, dans les cas où la mission d'établissement des faits détermine ou a déterminé que des armes chimiques ont été employées ou ont probablement été employées et dans les cas sur lesquels le Mécanisme d'enquête conjoint n'a pas publié de rapport, de recueillir toutes les informations relatives à l'origine des armes chimiques employées et d'en rendre compte.

47. L'Équipe a publié trois rapports sur ses enquêtes concernant cinq cas distincts. Le premier rapport, qui porte sur trois cas survenus à Latamné (République arabe syrienne) les 24, 25 et 30 mars 2017 (note [S/1867/2020](#), datée du 8 avril 2020), conclut qu'il y a des motifs raisonnables de croire que les Forces aériennes arabes syriennes ont utilisé du sarin à deux reprises et du chlore une fois.

48. Le deuxième rapport, qui expose les conclusions des enquêtes menées sur le cas survenu à Saraqeb (République arabe syrienne) le 4 février 2018 (note [S/1943/2021](#), datée du 12 avril 2021), conclut qu'il y a des motifs raisonnables de croire que les Forces aériennes arabes syriennes, sous le commandement des Forces du Tigre, ont frappé l'est de Saraqeb en larguant au moins une bonbonne de chlore.

49. Le troisième rapport de l'Équipe, qui porte sur un cas survenu à Douma (République arabe syrienne) le 7 avril 2018 (note [S/2125/2023](#), datée du 27 janvier 2023), conclut qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'au moins un hélicoptère des Forces aériennes arabes syriennes, sous le commandement des Forces du Tigre, a largué deux bonbonnes de chlore qui ont frappé une zone résidentielle de Douma, tuant 43 personnes nommément désignées et touchant des dizaines d'autres.

Libye

50. Dès son adhésion à la Convention en 2004, la Libye a déclaré des armes chimiques de catégorie 1, de catégorie 2 et de catégorie 3. Sous le contrôle de l'OIAC, le pays a procédé à la destruction des produits chimiques de la catégorie 1 et de la catégorie 3 respectivement en mai 2014 et en mai 2013.

51. Lors de son adhésion à la Convention, la Libye a également déclaré trois installations de fabrication d'armes chimiques. Le Secrétariat a certifié que l'une d'elles avait été détruite en mars 2005, et que les deux autres avaient été converties à

des fins non interdites par la Convention et continuaient de faire l'objet d'une vérification.

52. En juillet 2016, le Gouvernement d'entente nationale libyen a demandé aide et assistance pour le transport et la destruction en dehors du territoire libyen du reste de ses armes chimiques de la catégorie 2. Une assistance a été fournie à la Libye en vertu d'une décision du Conseil exécutif de l'OIAC (EC-M-52/DEC.1 datée du 20 juillet 2016) et de la résolution 2298 (2016) du Conseil de sécurité. Le 23 novembre 2017, l'OIAC a confirmé que le reste des armes chimiques libyennes de la catégorie 2 avait été complètement détruit dans une installation de traitement des déchets agréée en Allemagne.

53. Les opérations de nettoyage d'un ancien site de stockage d'armes chimiques en Libye, menées avec l'aide de l'OIAC, se sont achevées en mars 2020.

Iraq

54. Lors de son adhésion à la Convention, en 2009, l'Iraq a déclaré cinq anciennes installations de fabrication d'armes chimiques, dont quatre ont été certifiées détruites. Une installation a été convertie à des fins non interdites par la Convention et reste soumise à vérification.

Encapsulage d'installations de stockage d'armes chimiques

55. Le Secrétariat a prêté assistance au Gouvernement iraquien pour la destruction du reste des armes chimiques dans deux bunkers, en les encapsulant dans du béton. L'OIAC a confirmé qu'au 14 décembre 2017, les deux bunkers avaient été complètement encapsulés.

56. En outre, en coopération avec cinq États parties, le Secrétariat a dispensé une formation aux personnes travaillant sur les sites pour qu'elles puissent intervenir en cas d'urgence médicale et manipuler, échantillonner et transporter le matériel contaminé.

Missions d'assistance technique

57. Le Secrétariat a fourni une assistance au Gouvernement iraquien à la suite d'allégations concernant l'emploi d'armes chimiques en Iraq. En septembre 2015, l'Iraq a informé l'OIAC de l'emploi d'armes chimiques sur son territoire. Depuis lors, l'organisation a effectué trois missions d'assistance technique, en 2015, en 2016 et en 2017. Elle a conclu que la moutarde au soufre avait été utilisée comme arme chimique et a transmis ses rapports contenant ses constatations détaillées au Gouvernement iraquien pour aider celui-ci dans ses enquêtes.